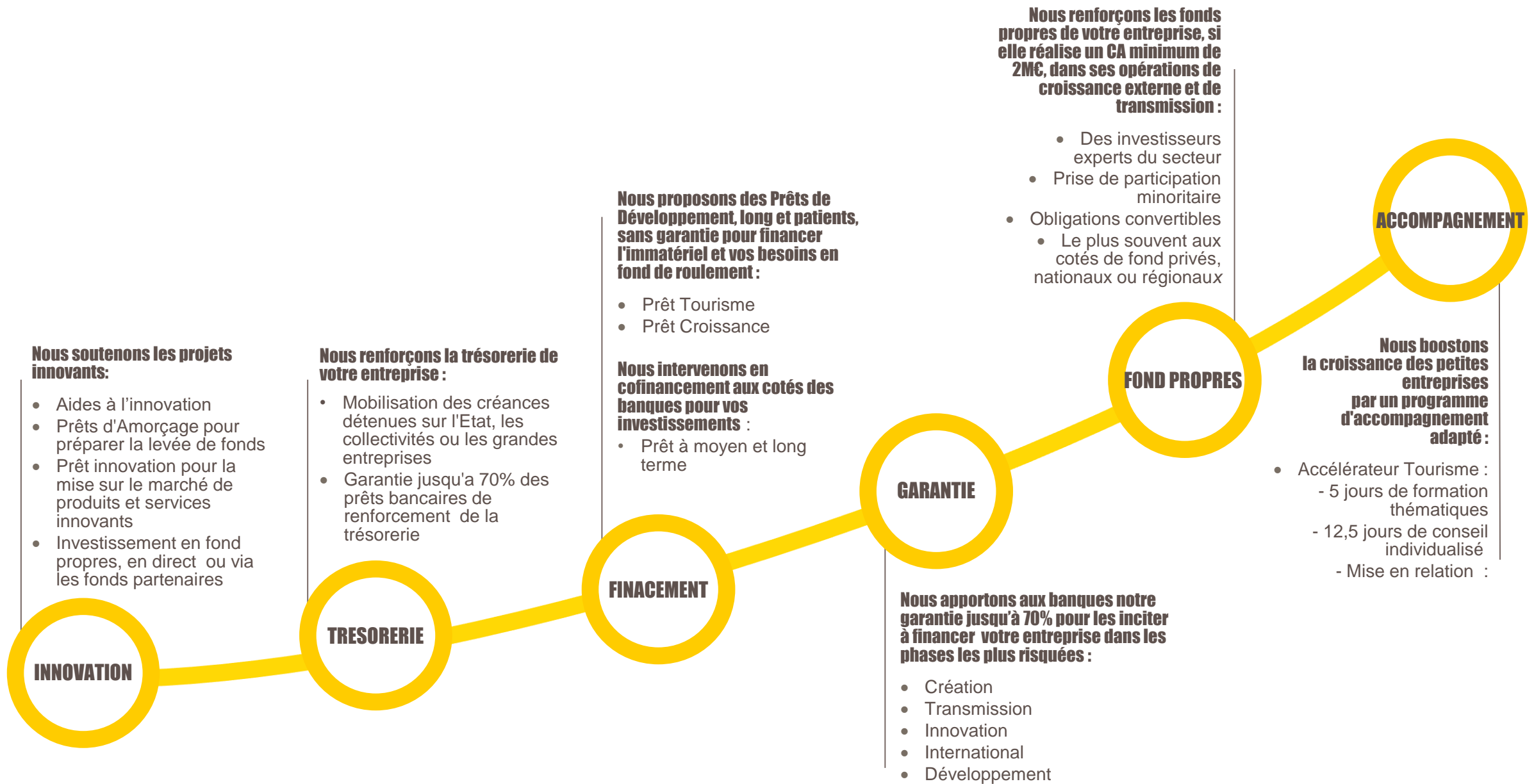




Lancement du Prêt Tourisme de Bpifrance

20 janvier 2020



Actions de la Banque des Territoires

Investissements en fonds propres

Hébergements

- Tous types d'hébergements : hôtels, auberges de jeunesse, hôtellerie de plein air, résidences de tourisme, villages de vacances,
- En création ou rénovation lourde,
- Quelle que soit la destination en France (urbain, rural, montagne, littoral, métropole et outre-mer),
- Tous types de classements (économique à luxe).

Equipements

- Parcs des expositions et congrès,
- Ports de plaisance,
- Parcs à thème,
- Thermalisme et bien-être,
- Equipements sportifs,
- Culture et Patrimoine.

Services Numériques

- Information / Réservation
- Dématérialisation forfaits et pass touristiques
- Valorisation des données
- Places de marché sur internet

LE PRÊT TOURISME

Caractéristiques



BÉNÉFICIAIRES

- PME selon la définition européenne
- Secteur du Tourisme dans son ensemble
- DROM et COM éligibles



DEPENSES ELIGIBLES

- Investissements immatériels
- Corporels à faible valeur de gage
- L'augmentation du besoin en fonds de roulement nécessaire au lancement
- Croissance externe: titres ou fonds de commerce



MONTANT

- De 30 000 € à 1 000 000 €
- Le montant du prêt doit être inférieur ou égal au montant des fonds propres et quasi fonds propres de l'emprunteur.



DUREE

- Modulable de 2 à 10 ans, avec un différé d'amortissement en capital de 2 ans maximum

LE PRÊT TOURISME

Caractéristiques



PARTENARIAT FINANCIER

- Obligatoirement associé à des **partenaires financiers** :
 - d'un montant au moins 1 fois égal
 - de 2 ans minimum
 - et portant sur le même programme, réalisé depuis moins de 6 mois



COÛT

- Taux préférentiel
- Frais de dossier



GARANTIE

- Assurance Décès PTIA



TRAITEMENT DE LA DEMANDE

- Calcul d'un ESB obligatoire

Points d'attention

- Les partenariats financiers sont sous forme de financement bancaire associé, de financement participatif ou d'apport en capital.
- Pas de sûretés réelles et / ou personnelles sur les actifs de l'entreprise ou de son dirigeant.
- Le bénéficiaire doit être en mesure de recevoir une **aide d'Etat** relevant du régime de « minimis »